

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #5

Pushing ou cleaning en démocratie ?

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702088

Graphisme original : Jean Monfort

Sommaire

- Introduction
- « Pushing » classique ou « Cleaning » évolutionnaire ?
- Le blast culturel, législatif, civique, économique...
- Un partage équilibré entre « pushing » et « cleaning »
- Les mauvaises pratiques du « pushing » en démocratie
- Les bonnes pratiques du « cleaning » en démocratie

Résumé

Cet **Hastag sociétal** aborde les deux principales approches fondamentales en matière d'orientation sociétale à savoir le « pushing » qui prolonge indéfiniment de manière classique et conservatrice une relation d'Etat vers le citoyen fondée sur la volonté d'imposition et le « cleaning » qui repose sur des ouvertures évolutionnaires permettant une amélioration profonde des conditions humaine, citoyenne et sociétale.

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM).

Monthome est un citoyen penseur français dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous.

Il est véritablement incroyable de constater comment les lois, décrets, mesures, sont le plus souvent adoptées dans des délais relativement courts, alors que tout changement radical ou modification fondée sur le retrait, l'annulation, le toilettage, le nettoyage, la déconstruction, prend des années ou ne se réalisent jamais. Il est observable que dans la plupart des pays, la conduite systémique résulte d'abord d'un exécutif et d'un législatif de type « pushing » classique favorisant l'accumulation et l'addition constante de mesures (lois, décrets, normes, règles, procédures, contraintes, devoirs...) en faveur principale de l'Offre sociétale du moment. Une approche sociétale qui s'oppose à celle dite « cleaning » évolutionnaire qui consiste à réduire, nettoyer, pratiquer la soustraction de mesures jugées inadaptées, inadéquates, en regard des exigences de la Demande humaine et citoyenne. La différence est fondamentale en milieu sociétal faisant que la dimension systémique prend le leadership sur l'orientation des conditions humaine, citoyenne et sociétale. À cet égard, il est observable que l'ADN politique classique dans la grande majorité des nations du monde relève davantage du défensif, de la sécurisation des positions prises, de l'égo et de l'ambition personnelle, que du sacrifice personnel, de l'altruisme oblatif, de l'humanisme solidaire, de l'offensivité au prix de sa vie, en faveur principale des concitoyens, des gens du peuple. Les postures prises en matière de gouvernance et de management des systèmes en mode conservateur prouvent combien l'exercice du pouvoir consiste davantage à imposer, acquérir et dominer (recherche de supériorité) plutôt que partager, rester humble, contribuer sans arrière-pensée (rester à sa place).

« Pushing » classique ou « Cleaning » évolutionnaire ?

On ne peut évoquer l'action « pushing ou cleaning » sans revenir d'abord à leur fondement mental et cognitif respectif sous l'angle du **pouvoir faire** (passage à l'acte, prise de risque, action terrain pure...) et du **vouloir faire** (réflexion, intellectualisation, virtualisation, recours aux mots et au verbe...). Pourtant, pouvoir et vouloir sont deux choses bien différentes dans la société des hommes. Ainsi l'approche « pushing » classique est souvent initiée par des poussées cognitives provenant directement des habitudes culturelles et mentales à fondement habituel et conservateur. L'activité neurocognitive induit tout un ensemble de représentations mentales impulsant différentes formes de volonté (vouloir faire) consistant à suivre d'abord le chemin connu ou déjà pratiqué. Plus les habitudes de penser et d'agir sont nourries de devoirs, de moral, de soumission, d'obéissance, de prudence et plus l'individu en mode « pushing » tend à justifier son vouloir faire par les biais de la reproduction, du mimétisme, voire de l'acceptation inconditionnelle de l'autoritarisme, de la coercition, du prudentiel jusqu'à se nourrir de culpabilisation et d'infantilisation. C'est la raison pour laquelle le vouloir faire comme avant, comme d'habitude, comme les autres, comme le déjà connu, alimente majoritairement l'attitude « pushing ». Le réflexe dominant consiste alors à imposer une volonté de continuité (conservatisme) et non une volonté de rupture ou de changement (approche évolutionnaire de type « cleaning »).

De ce point de vue, l'intellectualisation alimentant la volonté prend différentes nuances selon les individus et/ou les situations. Le vouloir faire devient un déterminant majeur selon qu'il se renforce de la réalité terrain ou s'en détache. Dans ce dernier cas, il tend à se substituer au véritable retour du vécu sensoriel

en superposant à la place des représentations mentales issues des artifices de l'imagination, du raisonnement, de la réflexion. La virtualisation des conséquences (théorie, hypothèse, spéculation, idéalisation...) projette ce que la volonté veut et non ce que la réalité impose (ou imposera). Si la volonté est infiniment utile, sa seule « miroitisation » (sans passage à l'acte) par l'immatérialité des mots, des concepts, des intentions, mais aussi des règles et des lois censées réguler l'activité humaine, n'est qu'un reflet faussé de ce qu'est ou devrait être le réel. C'est toute la problématique de la dimension « pushing » utilisée dans un cadre organisationnel, collectif ou étatique, que d'imposer des mesures à la fois en substitut de la réalité, mais aussi dans le prolongement de la seule volonté des gouvernants à infléchir, courber, orienter le comportement des cibles concernées (population, citoyen, entité, métier, pratique...). C'est la raison pour laquelle le « pushing » systémique se concentre presque toujours autour de la volonté du législatif, de l'exécutif et de l'applicatif administratif, à vouloir faire comme ça et pas autrement, à vouloir que le monde ressemble à des visions issues de la volonté des seules minorités dirigeantes ou électives. C'est encore vouloir imposer des standards, des formats, des modèles de comportement jugés normaux sous l'angle moral, civique, social, qui devront ensuite se matérialiser par la force de la loi dans la réalité du quotidien.

En fait, toute volonté repose sur 4 nuances dans la façon de vouloir transformer les pulsions, les idées, les besoins, les désirs, les intentions, en réalité pure et simple :

- **La détermination** : la volonté est déterminée et mobilisée pour agir, pour s'engager et passer à l'acte, en se donnant les moyens de réaliser les objectifs prévus. La détermination représente la force de la volonté prête à s'engager dans l'action en n'hésitant pas à assumer les dire, les faits, les actes, les positions prises.

- **La décision** : la volonté est décisionnelle et se construit à partir d'une réflexion intellectuelle préalable plus ou moins argumentée, justifiée, rationalisée, avec des buts précis, des objectifs ciblés et/ou une posture clarifiée. La décision est une volonté précédant toujours l'engagement et le passage à l'acte. Elle peut aussi bien induire l'acte manqué que l'acte réussi.

- **L'autoréalisation** : la volonté autoréalisatrice s'appuie intégralement sur la foi, le désir, l'autosuggestion, l'imagerie mentale, les forces intérieures de l'esprit, comme autant de façons cognitives, mentales, motivationnelles, de se représenter la réalité à venir. Elle repose généralement sur des émotions fortes, des envies, des aspirations, des espérances, des ardeurs, a priori rationnelles et/ou jugées raisonnables, mais sans réel passage à l'acte. Ce type de volonté est souvent infantile en attendant que le miracle se produise et/ou en ne mobilisant pas suffisamment de moyens efficaces et/ou de capacités opérationnelles.

- **La « chimérite »** : Fausse volonté fondée sur une fixation mentale envisageant la virtualité d'une situation comme étant certaine ou probable. La réalité devient un miroir déformant de la croyance, de l'imaginaire, de l'illusion, du fantasme, voire de la psychose, en acceptant de se représenter uniquement ce que l'on souhaite voir. Les mots, les certitudes hyper focales, les imageries d'Épinal, remplacent complètement le pragmatisme et le réalisme des faits et des situations. La pseudo-logique et le sophisme dominant sur la pure rationalité en se nourrissant généralement de désinformation, de complotisme, d'intrigue, de mythification, d'ésotérisme...

En alternative du « pushing », l'approche « cleaning » évolutionnaire repose principalement sur un pouvoir faire animé par la mobilisation positive de moyens

et/ou de capacités opérationnelles. La volonté ne se limite plus à elle-même dans une simple relation causale virtualisée, mais devient une dynamique déterminée à s'engager dans le passage à l'acte intégrant les bases du sourcing causal. À la prise en compte de la réalité des faits et des situations s'ajoute une recherche de solutions et/ou de réponses en adéquation avec la Demande issue des attentes et des besoins dominants des individus, des citoyens et/ou des peuples concernés. Contrairement à une activité cognitive se nourrissant uniquement de réflexion, de représentations mentales rationalisées ou imaginaires, elle se nourrit uniquement d'une volonté offensive et déterminée pour améliorer, positiver, adapter, changer les choses. *De facto*, elle repose sur un besoin de concrétude en adéquation avec le vécu terrain, d'expérientiels intenses et diversifiés, de compétences dans la maîtrise du risque. Au lieu de s'appuyer sur des formatages provenant d'une culture dominante et/ou officielle de nature conservatrice, elle se nourrit pleinement du présent et du temps réel, de bonnes informations, d'innovation et de créativité dans le cadre d'une dynamique d'affirmation de soi.

C'est dans les conditions du « cleaning » (toilettage, nettoyage, amélioration dynamique..) qu'il est possible d'envisager une transformation tangible du vouloir faire en pouvoir faire en passant de la sphère de la virtualité au terrain de la réalité. Alors que le vouloir faire est un processus complètement amont fondé sur des nuances de volonté, c'est toujours la capacité à pouvoir faire, pouvoir réaliser, pouvoir mener une action, qui est décisive dans la réalité des faits, dans la réalité du monde. C'est le pouvoir faire qui permet de tendre vers l'aval du destin individuel et collectif, de concrétiser et différencier par le haut chaque trajectoire existentielle. Bien plus que la volonté, il nécessite la mobilisation de moyens concrets, pratiques, utilisables et/ou des capacités réelles et opérationnelles. De ce point de vue, le vouloir faire est fondamentalement dépendant de la capacité des individus à pouvoir transformer la réalité. Sans la capacité à matérialiser, marquer, infléchir l'existant, l'individu ne peut que rester scotché au stade du rêve, de l'argumentation, de l'imaginaire, de la croyance, de l'espoir, de l'intention. Il est donc hyper important de favoriser de larges passerelles entre le Vouloir et le Pouvoir faire par le biais principal de l'affirmation positive de soi et de valeurs saines et pérennes. Il convient donc pour chaque individu comme pour chaque organisation et société de se donner d'abord les moyens du **pouvoir faire** par des ressources fiables et concrètes (solidité mentale, condition physique, compétences, capacités et talents, mais aussi moyens matériels, équipements, argent, organisation adaptée...) pour envisager ensuite la plénitude du **vouloir faire**.

Il s'agit-là d'éviter de « mettre la charrue avant les bœufs » en privilégiant 4 types d'engagements concrets (pouvoir faire) :

- . **Pouvoir d'action** : Passage à l'acte physique dans l'exposition directe ou frontale au risque ou face aux conditions exogènes (environnement, force hostile, ennemi, interdiction, autorité...). C'est l'engagement terrain pouvant aller jusqu'au dépassement de soi.
- . **Pouvoir d'exécution** : Exercice statutaire, hiérarchique, de leviers de commandement, de contrainte, de force, de mobilisation, afin de faire avancer, plier, sanctionner, modifier ce qui ne convient pas et/ou interagir sur ce qui ne respecte pas la volonté directive, l'ordre imposé ou l'injonction faite.
- . **Pouvoir d'influence** : Manœuvre plus ou moins manipulatoire destinée à diriger, influencer, orienter, manager, guider, gérer, de manière directe ou indirecte, en présentiel ou à distance, afin que les cibles influencées réalisent ou fassent ce que l'on attend d'elles. C'est dans ce type de pouvoir faire que se pratique

communément le rapport de force, la manifestation de la supériorité, de la domination.

. Pouvoir d'application : Exécution d'un ordre donné, d'une tâche, fonction ou mission à accomplir, dans le cadre d'un rôle hiérarchique, contractuel ou du fait de l'obéissance à une entité supérieure. Ce pouvoir est celui généralement propre à chaque activité professionnelle comme à celui de l'administration, de la puissance publique, de la force publique.

Les options du pouvoir faire peuvent se combiner entre elles sous l'impulsion des nuances du vouloir faire. Selon le produit de ce mélange, la volonté et l'engagement peuvent avoir une polarité négative ou une polarité positive en termes de conséquence, d'effet induit ou de finalité. Tout dépend au départ de la personnalité des individus et de leurs intentions initiales (source). Ce qui est sûr, c'est que la représentation des choses n'est pas la réalité des choses. Si la volonté est poussée, activée (pushing) par la pulsion et le besoin dominant du moment, elle n'est pas pour autant la concrétisation de la pulsion ni du besoin et encore moins le moyen de fabriquer de la satisfaction. Bien au contraire, une volonté non réalisée produit de la frustration chez soi et/ou chez les autres. Pour envisager l'acte réussi, il est impératif que préexiste une interaction forte et constante entre la volonté et l'engagement. Il est nécessaire d'associer de manière alignée, positive, intense et fiable la pulsion, le besoin, la volonté, la compétence et l'engagement affirmé dans le passage à l'acte. Sans cette chaîne de conditions, on ne peut que produire de l'acte manqué, des erreurs, des rendus imparfaits, des échecs.

Qu'on le veuille ou non dans un état laïque ou républicain, le fait de produire des lois (pushing) est forcément corrélatif de la dominance unilatérale exercée sur le citoyen par la gouvernance en place (exécutif, législatif, applicatif). C'est aussi la démonstration de la primauté de l'Offre sociétale, nationale ou fédérale, dans son emprise directe sur les droits et libertés permises au sein des populations. À l'inverse, réduire l'inadéquation d'un certain nombre de lois, règles, normes et procédures (cleaning), tend à favoriser directement l'expansion des droits et des libertés citoyennes. Moins de « pushing » et plus de « cleaning » ne peut que favoriser le champ d'expression, ainsi que la capacité de choix en corrélation directe avec les attentes et les besoins de la Demande moderne. Il ressort à l'évidence que lorsque le politique veut, le changement s'effectue. Si le changement ne s'effectue pas, c'est que le politique ne le veut pas, ne le peut pas, ou en est empêché par les inerties administratives et la complexité systémique. Sauf à noyer le poisson ou « faire prendre des vessies pour des lanternes », l'approche « pushing » en mode classique devient par la force des choses plus coercitive, inhibitrice, dirigiste, prudentielle que libertaire, proactive et évolutionnaire. Elle révèle une mentalité fortement conservatrice, elle-même matricée au sein d'institutions dites démocratiques fortement orientées et façonnées par un passé omniprésent en de nombreux domaines. Si l'aspect « pushing » est tout à fait légitime, l'aspect « cleaning » l'est tout autant et même plus fortement souhaitable en regard des temps modernes.

Le blast culturel, législatif, civique, économique...

À force de produire des kyrielles de mesures imposées dans le but de standardiser l'activité humaine et régir toujours plus directement la vie quotidienne des hommes, des citoyens et des entités, on élève constamment des murs de verre

accumulant les entraves aux droits légitimes et aux libertés naturelles. On empile les systèmes défensifs et dissuasifs comme autant d'obstacles limitant la libre initiative et la libre affirmation de soi. Le pire est sans doute dans le blast (effet de souffle) que génère autour d'elle toute contrainte normative et légale en altérant la motivation, la volonté, l'envie, le dynamisme. Toute mesure imposée et non demandée via le « pushing » n'est jamais un accélérateur d'envie, mais plutôt un régulateur d'envie, comme si l'État et/ou tout système dominant jugeait bon ou mauvais ce que veut initialement l'esprit humain. C'est pour cela que la plupart des mesures systémiques sont généralement habillées de communication séduisante et/ou de marketing politique manipulateur, afin de mieux les faire passer dans l'opinion publique, un peu comme un médicament acide ou peu appétent que l'on doit ingérer grâce à un excipient ou un exhausteur de goût quelconque. Il est souvent observable que plus la mesure imposée est dure ou rude à supporter (blast), plus la communication est artificiellement positivée et/ou fautive pour la faire passer. Le but étant à chaque fois de tromper la raison objective par l'émotion subjective. C'est d'ailleurs dans la technocratisation de la vie politique, culturelle, législative, civique, économique, sociale, que l'on assiste au paroxysme dans la gestion du blast. Plus la technocratie produit de la contrainte systémique par un empilement incessant de mesures, plus l'art de la communication est utilisé pour faire passer la pilule. Un véritable jeu de dupes aux dépens des populations faisant que l'humain s'activant derrière le citoyen s'appauvrit, s'oxyde, vieillit prématurément. Au lieu d'épanouir la citoyenneté, celle-ci se contracte, se renferme, s'atrophie progressivement par les multiples blasts imposés au corps social. Il est même possible de dire que plus la technocratie en col blanc contrôle les organisations et les systèmes en place, plus la phénoménologie additive au blast s'intensifie et dévitalise progressivement l'ensemble de la structure sociale. Un effet dérivé du blast est que moins celui-ci est fort et décisif et plus une partie du corps social s'immunise contre lui en apprenant à l'éviter ou à le contourner. De la même manière plus le blast est puissant et déstabilisant, plus la réaction à venir chez certains peut être forte en opposition et résistance.

On voit bien là comment l'orientation dominante du « pushing » classique génère une illusion d'ordre et de protection, d'abord du fait de ses origines mentales et cognitives conservatrices, puis comme méthode imposée agissant souvent comme une ligne Maginot facilement contournable par tous ceux qui savent, qui décident autrement ou vont voir ailleurs. L'ordre apparent et/ou artificiel qui en découle démontre également combien la plupart des mesures, des lois nationales et leurs préceptes législatifs, sont relatifs et contestables en d'autres lieux et en d'autres temps, voire dans l'histoire d'un même pays. De plus, l'illusion de sécurité personnelle et/ou d'ordre collectif savamment entretenue par les tenants des systèmes défendant l'ordre républicain ou l'État de droit, devient rapidement caduque lorsque des événements imprévus bouleversent les habitudes et obligent à s'adapter. On s'aperçoit alors que d'autres solutions et réponses sont possibles et que la plupart des gens les adoptent avec une relative facilité et rapidité. Autant dire que tout est relatif en matière de réglementation et de droit imposé aussi bien dans les habitudes, les usages, les pratiques que dans la formalisation des règles. C'est toujours le changement, l'évolution, la rupture, qui démontrent les erreurs du passé. Construire des murs ne protège que de ce qui est connu et prévisible, mais rarement de l'imprévisible. L'effet négatif du blast législatif ne peut être compensé que par l'élan citoyen dans sa capacité vitale d'adaptation, de plasticité et de résilience, dès lors que celui-ci mobilise une solide affirmation de soi, une bonne compétence et un juste discernement. Il est essentiel de bien

comprendre que le plus important n'est pas d'avoir raison aujourd'hui si l'on a tort demain, car demain est bien plus long et durable qu'aujourd'hui. C'est d'ailleurs la plus grande problématique du « pushing » que de se contenter d'un réalisme à petite fenêtre de vision, d'un pragmatisme étroit. Le résultat n'est pas mieux lorsqu'il s'agit d'imposer à tous une conviction puisée à partir des apparences et du visible ou en fonction de certitudes fondées sur la seule logique causale (sans considération de la source de la cause, des effets induits et de la finalité). C'est aussi la faiblesse stratégique du « pushing » classique que de ne pas envisager suffisamment l'avenir dans l'ensemble des effets induits et collatéraux non prévisibles aujourd'hui, mais qui deviendront forcément déterminants et majeurs demain.

Un partage équilibré entre « pushing » et « cleaning »

La soumission de tous aux diktats du « pushing » classique que celui-ci soit de nature technocratique, du politique, du législatif ou autre, n'est pas l'indicateur d'une sortie par le haut des crises sociétales et civilisationnelles modernes. À justifier constamment l'approche « pushing » pour des raisons de sécurité et/ou de contrôle des déviances de certains (délinquance, violence, malfaisance, nuisance...), c'est mentir par omission au plus grand nombre. Il est évident dans toutes les sociétés dites évoluées (non barbares, non guerrières, non agressives) que la proportion des minorités déviantes est devenue de plus en plus marginale, voire résiduelle (moins de 1 à 5 % d'une population). Il n'y a que les gouvernants, les servants et les collaborateurs au service du pouvoir et des services publics qui peuvent justifier de manière paradoxale la nécessité d'un élargissement permanent du maillage législatif. C'est la raison pour laquelle la dialectique et la rhétorique politicienne prônant l'attitude « pushing » est relativement ringarde et décalée pour le citoyen averti. Elle ne sert finalement qu'à maintenir leur autorité (exécutif, législatif, administration...), prélever les ressources nécessaires (fiscalité, taxation, prélèvement...), annihiler les contestations provenant du peuple (maintien de l'ordre public), imposer un modèle standardisé et/ou procédurisé de fonctionnement politique, économique, social, sanitaire ou autre.

À l'inverse, la recherche d'adéquation avec la réalité vécue est l'objectif poursuivi par tout citoyen sain de corps et d'esprit, éduqué et affirmé. La volonté citoyenne n'est pas de se laisser imposer des règles inadaptées et non voulues, mais d'accéder le plus positivement possible à une concrétude en phase avec les contingences de la vie de tous les jours. De ce point de vue, l'approche « cleaning » est beaucoup moins figée, directive et contraignante que l'approche « pushing ». En privilégiant le remplacement, la substitution, voire la rupture avec ce qui est inutile et inadapté dans l'Offre systémique, c'est le retour en force et/ou en dominance de la Demande humaine et citoyenne par simple effet de balancier. Un juste retour dans l'équilibre sociétal permettant aux individus une plus grande latitude dans l'autodétermination, l'autodiscipline, l'esprit de responsabilité, le discernement et la compétence. C'est aussi l'élargissement des droits légitimes et des libertés naturelles propice à de véritables avancées démocratiques et citoyennes. Dans le rapport entre « pushing » classique et « cleaning » évolutionnaire, il est évident que doit préexister un partage équilibré entre la gestion du collectif et les libertés individuelles. Cela suppose toutefois que ce qui ressort de la tutelle autoritaire, unilatérale et inconditionnelle de l'État et des pouvoirs publics sur l'homme et la femme moderne, doit être évincé ou compensé à l'avantage du citoyen.

Il est très important de ne jamais dissocier l'encadrement civique, systémique et institutionnel de son impact direct et indirect sur le cerveau humain. Un cerveau qui fonctionne à partir d'éléments endogènes et exogènes. Si l'exogène (l'offre sociétale en général, la communauté des autres...) devient trop intrusif, prévalant, dominant (formatage, matricage, conditionnement, influence...), l'endogène est alors obligé soit de compenser, soit de se soumettre et/ou soit d'opposer une résistance (crise, frustration, compensation, déplacement, maux psychiques et psychosomatiques divers...). Sachant que tout part du cerveau humain dans la manière de mentaliser, visualiser, imaginer, raisonner, penser, réfléchir, décider et que tout revient au cerveau humain pour adopter, trancher, refuser, modifier, selon le degré de satisfaction ou non provenant en retour des besoins concernés, on comprend alors que la destinée humaine comme la destinée collective sont étroitement dépendantes des choix faits et/ou imposés à tous. Considérant également que l'action, l'engagement, l'agissement, la pratique, l'exécution, la réalisation, le comportement, la procédure... ne sont que des causes intermédiaires (et non la source initiale et/ou vitale) induisant leurs propres conséquences, on comprend mieux que l'ordre sociétal influence directement (souvent mal) les effets induits pour l'homme et la finalité de l'humanité en général. Il en découle forcément un spectre conscientiel plus ou moins étroit, cadré ou élargi. Ce qui revient à dire d'une certaine manière que les méthodes de type « pushing » orientent la vie de l'individu par la volonté d'autres individus du présent et/ou du passé. Un paradoxe magistral, une inversion caractéristique dans l'évolution normalement qualitative de la nature humaine que seule une approche de type « cleaning » peut rectifier sur le fond, en redonnant de la tonicité à la pratique démocratique et de la puissance citoyenne.

Les mauvaises pratiques du « pushing » en démocratie

La mauvaise pratique démocratique du « pushing » classique c'est lorsque le négatif, la contrainte, la nuisance, la domination, l'obligation à se soumettre, l'emperte sur le positif, la coopération, le respect d'autrui. C'est aussi... :

1. Lorsque le citoyen subit en permanence les flux médiatiques de la communication et du marketing politique dont l'objectif est de magnifier, de survendre les mesures prises, les réformes engagées, afin de les faire accepter par l'opinion publique alors même que la réalité terrain ou underground est bien différente.
2. Lorsque les instances dirigeantes ou gouvernantes ont recours de manière excessive et saturante à des médias complices pour enfoncer quotidiennement le clou via des messages propagandistes, des spots publicitaires, des reportages ou des débats, afin de tenter de modifier l'état d'esprit des citoyens par la récurrence, la répétition, voire par le viol mental.
3. Lorsque l'éclairage médiatique est fortement grossit et zoomé sur des actions ou initiatives plus ou moins spectaculaires de minorités agissantes en voulant faire croire que celles-ci sont représentatives de la volonté de la majorité silencieuse ou, à l'inverse, qu'elles menacent l'ordre et le système en place.
4. Lorsque l'exécutif et le législatif profitent d'une situation politique, géopolitique, sociale, économique donnée, pour imposer de nouvelles règles sans la concertation préalable des citoyens concernés.
5. Lorsque la production de lois et de normes s'effectue dans l'ombre médiatique d'une part, mais aussi sans bruit au sein de la puissance publique, cible après

cible, niche après niche, domaine par domaine, sans que la majorité citoyenne ne s'en inquiète, car non directement concernée.

6. Lorsque les décisions provenant de minorités élues valident constamment les conditions d'un maillage liberticide de plus en plus étroit de nature à rétrécir mécaniquement l'espace libertaire du citoyen moderne.

7. Lorsque l'État, les responsables du service public, les décisionnaires, les personnels du privé, donnent des consignes en interne pour bloquer, empêcher que tel citoyen (salarié, contribuable, usager, administré...) puisse s'exprimer, agir ou bénéficier d'une mesure donnée.

8. Lorsque le politique, les gouvernants, les autorités publiques mentent cyniquement sur la réalité des faits, n'évoquent sciemment qu'une partie du problème, laissent délibérément sous le tapis ou dans l'ombre les éléments qui fâchent, décident à huis clos le destin collectif sans aucune transparence.

9. Lorsque la représentation parlementaire fait quasiment ce qu'elle veut dès qu'elle est élue et en fonction, avec une tendance constante à protéger d'abord ses propres intérêts, suivre servilement les directives de son parti d'appartenance, bien avant de représenter la diversité des demandes et attentes de leurs électeurs.

10. Lorsque les gouvernants et leurs alliés participent volontairement à la démotivation pour la chose publique, favorisent la démobilisation sur tel sujet sociétal, jouent sur le désintéressement pour l'offre politique, voire alimentent le doute chez le plus grand nombre, afin que les minorités au pouvoir ou dans l'opposition continuent ensemble leur petit jeu.

11. Lorsque les institutions d'État pratiquent un mode de gouvernance reposant sur la pression administrative, sécuritaire, répressive, la peur, la dramatisation, la contrainte fiscale ou financière, afin de maintenir l'ordre et la continuité de l'État de droit aux dépens des citoyens, lesquels doivent subir passivement la situation en la cautionnant passivement dans un silence bruyant.

12. Lorsque la directivité étatique impose des « tournantes de mesures » en ciblant séparément des secteurs précis de la vie publique (santé, médical, sécurité routière, emploi, transport, police, armée, fisc, écologie, énergie, défense des droits spécifiques pour une cause donnée...) afin de mieux faire passer, secteur après secteur, les dispositions coercitives en évitant ainsi un blast général.

13. Lorsque la même méthodologie est utilisée auprès de fractions de citoyens ciblés et anonymisés afin d'éviter la réaction de masse de la majorité des autres.

14. Lorsque les services publics et/ou ceux provenant d'organismes privés pratiquent allègrement le harcèlement judiciaire, financier, administratif, réseautique, fiscal, policier et/ou à base de pratiques procédurières stressantes, coûteuses en temps, argent et énergie, afin de faire plier les individus les plus faibles et/ou les apeurer dans un rapport de force et de non-équité flagrant.

15. Lorsque l'injonction à la loi impose *de facto* le recours à la force, à l'autorité, à la répression, à la menace judiciaire, envers les citoyens censés déroger à leurs devoirs et obligations en ne leur laissant aucune autre alternative de choix.

16. Lorsque le climat dramatisé entretenu par la communication des pouvoirs publics (peur, incertitude, déstabilisation des habitudes, chiffres et statistiques officiels...) oblige le citoyen à se plier contre sa volonté ou résister et devenir ainsi délinquant.

17. Lorsque la loi créée ex nihilo de la délinquance artificielle, voire virtuelle (sanitaire, sécurité routière, écologie...) en imposant de nouvelles règles coercitives à une majorité de citoyens qui n'ont rien demandé, qui n'ont rien validé et qui ne manifeste concrètement aucune intention de nuire à autrui.

18. Lorsque l'utilisation volontaire et peu transparente de chiffres contrefaits, de statistiques orientées, de sources douteuses, de causes partielles, permet de

justifier de la nécessité de telle décision ou de telle obligation de faire, sans rechercher ni l'objectivité, ni la prise en compte des effets induits.

19. Lorsque les pouvoirs publics et les politiques se réfèrent au sens de la responsabilité de chacun (et non à l'esprit de responsabilité qui est mentalement l'inverse) en activant ainsi les ressorts de la docilité et de l'obéissance, mais aussi pour créer le doute, culpabiliser, infantiliser, inhiber et soumettre les comportements.

20. Lorsque les pratiques de malversation (prédation, tirer la couverture à soi, mauvaise foi, mensonge patent, dénégation...) deviennent des habitudes courantes en société et entretiennent un climat de défiance à l'encontre des puissants et des influents, voire une perte totale de crédibilité entre ce qui est dit et annoncé et la réalité des faits vécus sur le terrain de la réalité.

21. Lorsque chacun joue un jeu manipulateur plus ou moins subtil en utilisant l'autre pour servir ses propres intérêts et/ou en essayant de tirer parti des faiblesses et/ou des demandes de l'autre comme c'est le cas, par exemple, dans les rapports entre les médias et la finance, entre le pouvoir économique et le pouvoir politique, entre les élus et les syndicats, entre les représentants des citoyens et les citoyens eux-mêmes.

22. Lorsque se perpétue le recours aux mêmes scénographies, narratifs et récits d'État consistant à toujours trouver ailleurs des boucs émissaires parfaits, à utiliser des arguments démagogiques, à envisager le chaos et les restrictions, à manier le bâton et la carotte, à informer du pire, afin de ne pas reconnaître ses propres responsabilités, impérities, incuries, erreurs.

23. Lorsque les discours font croire à des solutions miracles, à des horizons meilleurs, tout en faisant « des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient » sachant pertinemment qu'elles ne seront pas tenues.

24. Lorsque les partis dominants au pouvoir s'arrangent pour rendre impossible l'éligibilité de tel ou tel individu, organisation citoyenne ou autre parti émergent, en créant des barrières légales ou procéduriales.

25. Lorsque les systèmes en place (corporations, partis au pouvoir, influents économiques et financiers, lobbies...) font tout pour éviter le changement à leurs dépens, ralentir les processus démocratiques, favoriser la division entre classes sociales, maintenir les différences de traitement fiscal, encourager la hiérarchisation économique et statutaire entre riches et pauvres, etc.

26. Lorsque la technocratie en col blanc agit dans l'ombre du pouvoir et du fonctionnement institutionnel et administratif en utilisant de manière intelligente et/ou subtile les leviers systémiques du pouvoir juridique, législatif et procédurier afin d'orienter la dynamique des masses ainsi que le champ d'action de certains acteurs sociétaux, tout cela sans aucun quitus des citoyens.

Les bonnes pratiques du « cleaning » en démocratie

Il n'est pas difficile sur le fond de pratiquer le « cleaning », c'est une question d'état d'esprit et de volonté évolutionnaire. Il faut pour cela d'abord se débarrasser de l'inutile, du gras, de l'accessoire, de l'obsolète et de tout ce qui entraîne l'obésité administrative, législative, procédurale, fonctionnelle, en mot systémique, de la plupart des nations. Pour s'en rendre compte, il faudrait mettre en place un IMS (indice de masse systémique) avec un niveau moyen à ne pas dépasser. Quoiqu'il en soit l'évolution citoyenne et l'évolution démocratique suppose en amont une forte évolution des mentalités, des pratiques et des comportements. Sans quoi la volonté s'éteint, se radicalise, se crispe, s'accroche à

l'existant connu, faisant alors que toute tentative devient rapidement vaine, voire réversible à tout moment. Il faut des signes forts, constants et tangibles d'ouverture provenant des instances du pouvoir, des gouvernants, des élus, des dirigeants, des élites, notamment... :

27. Lorsque les représentants des pouvoirs publics (décisionnaires hiérarchiques, responsables de services, acteurs opérationnels), les élus et dirigeants s'amendent, s'autocritiquent, reconnaissent ouvertement leurs erreurs au lieu de les masquer, les dénier, les justifier, les minorer ou d'éviter d'en parler.

28. Lorsque l'opposition est assez honnête intellectuellement pour reconnaître ce qui est bien dans la politique menée, de ce qui ne l'est pas, en étant objective et en ne prenant pas le citoyen pour un sot, un imbécile ou un demeuré.

29. Lorsque l'État et les représentants des pouvoirs publics considèrent le citoyen comme un adulte discerné, un allié, un alter ego à protéger et non comme un ennemi à combattre, un adversaire à dompter, un opposant à museler.

30. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants sont transparents dans leur fonctionnement, leurs prises de décisions, leur position intellectuelle ou morale, en évitant de mentir et masquer la réalité comme en n'hésitant pas à montrer d'eux-mêmes les vrais chiffres, les vraies conséquences de leurs actes.

31. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants disent tout simplement la vérité, reconnaissent les faits au lieu de s'entêter dans le déni, tentent de noyer le poisson, tournent autour du pot et surtout utilisent le mensonge ou la démagogie pour se faire élire ou réélire.

32. Lorsque les pouvoirs publics, les élus et dirigeants se comportent d'égal à égal avec les citoyens, supportent les mêmes conditions de vie, ont les mêmes types de rétribution, s'interdisent de profiter d'avantages en nature ou de privilèges inhérents à leur statut ou fonction.

33. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants assument pleinement leur responsabilité devant la loi et devant les citoyens, acceptent les règles de la réciprocité dans les conséquences et les effets des mauvaises décisions prises.

34. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants font preuve de modestie et d'humilité dans leur fonction électorale, dans leur déclaration médiatique, dans leur comportement avec les subalternes.

35. Lorsque l'exécution statutaire se concentre sur la simplicité dans l'accomplissement d'un rôle public ou d'une mission précise, en évitant tout recours au prestige, à la magnificence, à la solennité désuète, à la pompe et aux ors de la république.

36. Lorsqu'il existe au sein de tout système un turnover régulier parmi ses dirigeants, leaders, élus, évitant ainsi les rentes de situation et/ou la professionnalisation des fonctions politiques et électives, ce qui est un parfait non-sens dans une démocratie citoyenne.

37. Lorsque les chiffres, les statistiques, les avis d'expert, les reportages, ne servent plus majoritairement le politiquement correct, ne sont plus à la « gloire de mon père », ne défendent plus les intérêts de minorités influentes et/ou les actions du gouvernement, en allant courageusement au cœur des problématiques, des véritables raisons, des dessous des affaires et non en restant à leur surface ou en présentant un angle préférentiel.

38. Lorsque des hommes et des femmes intègres et courageux font profession de foi de ne plus être seulement des répéteurs serviles ou des animateurs d'information sans grande culture ni compétence, mais que chacune de leurs interventions puisse faire émerger de l'ombre la vérité et non seulement une petite partie afin de créer l'illusion que l'ensemble est abordé.

39. Lorsque les représentants des pouvoirs publics, les élus et dirigeants mettent toute leur énergie, détermination, créativité et réflexion, pour améliorer la vie de leurs concitoyens en privilégiant sans cesse le donnant-donnant, voire le gagnant-gagnant, et non l'aseptiser, l'encadrer toujours plus, la contrôler, la standardiser à partir de normes artificialisées.

40. Lorsque la ligne politique d'un pays est sereine, clarifiée, stabilisée, pérennisée, rendue parfaitement lisible et non disruptive au gré des gouvernances et/ou en fonction des ambitions des partis au pouvoir et/ou de la pression de minorités influentes.

En résumé, les grands principes animant l'orientation sociétale sont de 3 ordres supposant un choix éclairé entre le « pushing » classique conservateur ; le « pulling » réformiste qui atteint généralement très vite ses limites dans tous les pays du monde par les mesures et mesurette conjoncturelles, les réformes et réformettes gouvernementales, les adaptations gestionnaires de la vie politique habituelle, etc. ; le « cleaning » évolutionnaire qui est la seule approche permettant d'améliorer fondamentalement les conditions humaine, citoyenne et sociétale par des actions de fond et des programmatiques ambitieuses de long terme.

Hub Societhon

Vous avez 7 possibilités pour participer au Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble.

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens.

4. Être souscripteur : Vous pouvez réserver dès maintenant la prochaine version du livre intégral « l'Esprit du Societhon » en double édition print et numérique. Les deux éditions vous seront adressées séparément dès leur parution. La souscription de 39 € comprend sur le livre imprimé un autographe personnalisé signé de la main de l'auteur.

5. Investir dans l'art Authoriste : Vous souhaitez exposer chez vous ou au travail une toile authoriste numérisée signée de la main même de Monthome (donc destinée à prendre de la valeur avec le temps). Il est possible de la commander avec l'inclusion originale d'une citation, d'une phrase ou d'un texte que vous aurez préalablement sélectionné au sein de cet Hastag. La toile est réalisée à partir d'une texture de fond originale puis livrée avec un encadrement en bois et le nécessaire pour l'accrocher.

6. Droits d'usage pour une année : Dans le cadre de votre activité professionnelle ou publique, vous envisagez de reprendre, dupliquer, sélectionner une partie ou la totalité de cet Hastag. Pas de problème, il suffit de prendre une simple licence d'utilisation pour l'intégrer dans tout document de communication, dossier ou article de presse, page web, objet publicitaire et même l'utiliser en formation, séminaire, conférence, débat...

7. Droits d'exclusivité nationale ou internationale : Vous envisagez de diffuser, éditer, traduire, adapter, les Hastags du livre « l'Esprit du Societhon », ainsi que les autres livres et contenus monthomiens, dans une langue étrangère ou dans l'un ou plusieurs pays du monde, nous vous proposons des droits de cession ou de franchise.

Toutes les informations sont disponibles sur le site : www.societhon.com

Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com